

Flash Economie

N° 27

14 mars 2025

Les entreprises ne peuvent pas tout faire

Une thèse qui se répand beaucoup aujourd'hui, aux Etats-Unis et en Europe, est que les entreprises pourraient reprendre de nombreuses fonctions des Etats.

Mais, en réalité, les entreprises ne peuvent pas tout faire, et avoir des Etats qui ont des moyens financiers importants et une stratégie de développement économique est absolument nécessaire.

Cela se voit par exemple :

- au retard pris par les Etats-Unis et l'Europe vis-à-vis de la Chine en ce qui concerne la production de batteries électriques, d'éoliennes ou de cellules solaires, en raison de l'absence aux Etats-Unis et en Europe d'une planification stratégique des besoins de la transition énergétique ;
- au poids des budgets publics dans la recherche fondamentale, alors que les entreprises se consacrent à la recherche appliquée ; à la collaboration nécessaire des agences publiques et des entreprises pour le développement de l'innovation ;
- à la nécessité d'avoir un système public d'éducation et de santé efficace.

Patrick Artus

Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

✕ @PatrickArtus

Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Les entreprises pourraient-elles remplacer les Etats ?

Une thèse qui se répand rapidement dans les milieux d'entreprises et que **les entreprises pourraient reprendre, en étant plus efficaces, de nombreuses fonctions des Etats**. C'est la thèse défendue en particulier par Elon Musk aux Etats-Unis, dans la tradition libertarienne (les libertariens souhaitent l'instauration d'un capitalisme dérégulé, d'un Etat minimal).

Nous allons défendre la thèse opposée selon laquelle les entreprises ne peuvent pas tout faire, et **qu'il est nécessaire d'avoir un Etat qui ait des moyens financiers importants et qui ait une stratégie de développement économique**.

Nous illustrons ce rôle nécessaire de l'Etat par quelques exemples.

La nécessité d'une stratégie de transition énergétique

Les Etats-Unis et l'Europe ont un retard massif sur la Chine dans la production de batteries électriques, de voitures électriques, d'éoliennes, de cellules solaires.

En réalité, il n'y a pas eu, aux Etats-Unis ou en Europe, de réflexion stratégique sur l'organisation de la décarbonation de l'économie.

S'il y avait eu cette réflexion, cette planification stratégique, il serait apparu qu'on ne pouvait pas passer à la voiture électrique ou décarboner l'industrie sans un effort d'organisation de la filière de production des batteries électriques, des éoliennes et des cellules solaires. La Chine a eu une planification stratégique, et a développé en parallèle la décarbonation des transports et de l'industrie et cette filière des équipements nécessaires à la décarbonation.

En 2023, 37% des voitures vendues en Chine sont électriques (électriques ou électriques rechargeables), contre 24% des voitures vendues en Europe et 9,5% aux Etats-Unis. L'Europe a décidé qu'en 2035, toutes les voitures vendues seraient électriques.

La production de batteries électriques a atteint en 2023 (source : Agence internationale de l'énergie. Trends in electric vehicle batteries) :

- 481 GWh en Chine ;
- 101 GWh en Europe ;
- 62 GWh en Amérique du Nord ;
- 25 GWh au Japon ;
- 6 GWh dans le reste du monde.

La capacité de production est de 1570 GWh en Chine, ce qui montre la présence de surcapacités de production énormes.

En ce qui concerne les éoliennes, la Chine a 45% de la capacité installée mondialement, la France 2,3%, l'Allemagne 6,6%, l'Italie 1,1%, et l'Espagne 2,9% (source : WWEA).

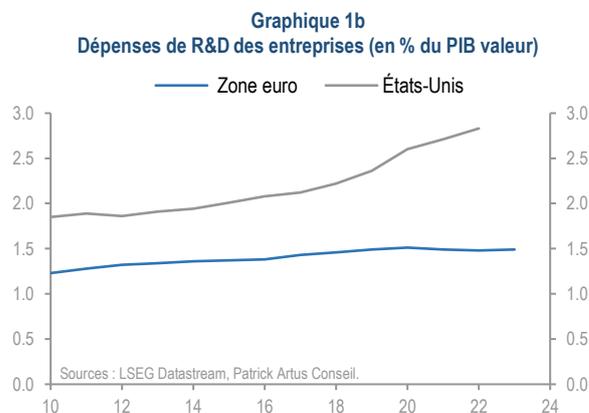
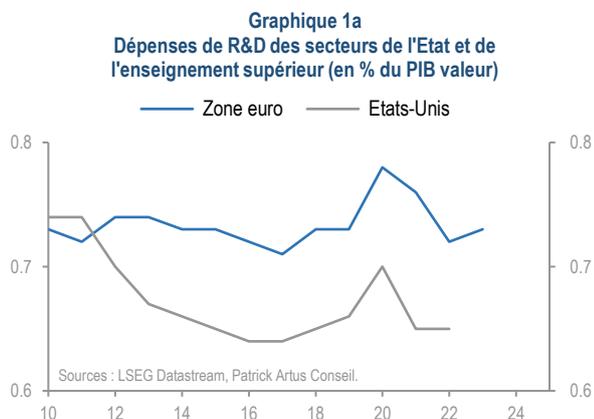
Enfin, en ce qui concerne **les cellules solaires**, la Chine représente en 2023 77,8% de la production mondiale (source : Agence internationale de l'Energie), suivie par le Vietnam (6,4% de la production mondiale) et par la Malaisie (2,8% de la production mondiale). On note le niveau très faible de la production aux Etats-Unis (1,9% de la production mondiale) et la quasi-absence de production en Europe.

Les conséquences de l'absence de planification stratégique des besoins industriels liés à la transition énergétique en Europe et aux Etats-Unis sont le sous-dimensionnement ou la quasi-absence de capacités de production dans des industries stratégiques.

La nécessité de la recherche fondamentale

On peut séparer la Recherche-Développement en R&D fondamentale et R&D appliquée :

- la Recherche-Développement fondamentale est faite essentiellement dans des laboratoires publics et dans les universités ;
- la Recherche-Développement appliquée est faite essentiellement dans les entreprises (**Graphiques 1a/b**).



La recherche fondamentale est indispensable pour réaliser **les innovations de rupture**, qui conduiront ultérieurement à de nouveaux biens et services après avoir été adaptés par la recherche en entreprise. La recherche fondamentale ne peut pas se passer de financements publics. Par exemple, **la DARPA (Defense Advancement Research Projects Agency)** aux États-Unis, avec un budget de 4,1 milliards de dollars en 2024, intervient dans la conception d'avions nouveaux, de robots ; dans la recherche en neurosciences ou la recherche génétique, la recherche sur des nouveaux médicaments, sur l'intelligence artificielle, sur les ordinateurs. Toujours aux États-Unis, **la Natural Science Foundation** intervient pour cofinancer des recherches sur les régions polaires, l'espace, la biologie, la chimie, les ordinateurs, l'environnement, l'éducation, les infrastructures, les nouveaux matériaux, les mathématiques, la physique, les technologies. Avant les coupes budgétaires de 2025, la Natural Science Foundation avait 10 milliards de dollars de budget, et avait financé environ 25% de la recherche fondamentale aux États-Unis.

Les entreprises ne pourraient pas développer d'innovations de rupture sans la présence de recherche fondamentale financée par l'Etat.

La nécessité de systèmes publics d'éducation et de santé efficaces

1- Système public d'éducation : les exemples de la France, de l'Espagne et de l'Italie

Quand on regarde **l'enquête PIAAC** de l'OCDE (concernant les compétences des adultes) et **l'enquête PISA** de l'OCDE (concernant les compétences des jeunes), on voit **le faible niveau de compétences des jeunes Français, Espagnols et Italiens, ou des adultes en France, en Espagne et en Italie comparé à celui d'autres pays de l'OCDE** (Tableaux 1 et 2).

Tableau 1 : résultats à l'enquête PIAAC de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2023*)

Pays	2016	2023
Finlande	285	289
Japon	292	285
Suède	279	281
Allemagne	271	267
Angleterre (Royaume-Uni)	267	266
France	258	253
Espagne	249	246
Italie	249	240

* En 2016 score moyen en numératie et littérature
Source : OCDE

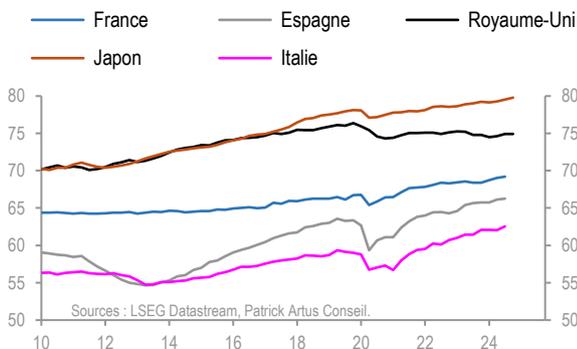
Tableau 2 : Résultats aux enquêtes PISA de l'OCDE (score global, par score décroissant de l'enquête de 2022)

Pays	2012	2015	2018	2022
Japon	540	529	520	533
Finlande	529	523	516	495
Royaume-Uni	502	500	503	494
Suède	482	496	503	487
Allemagne	515	508	500	482
France	500	496	494	478
Espagne	490	491	482	477
Italie	490	485	477	477

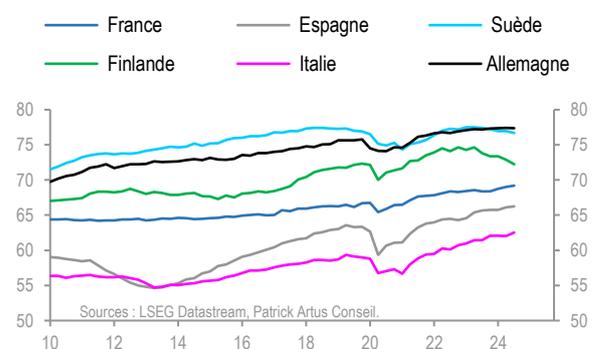
Source : OCDE

Le faible niveau de compétences des jeunes et des adultes en France, en Espagne et en Italie **a une conséquence claire : la faiblesse du taux d'emploi des 15-64 ans dans ces pays (Graphiques 2a/b)**, donc la faiblesse du niveau de production, la faiblesse des recettes fiscales.

Graphique 2a
Taux d'emploi des 15-64 ans (en %)



Graphique 2b
Taux d'emploi des 15-64 ans (en %)



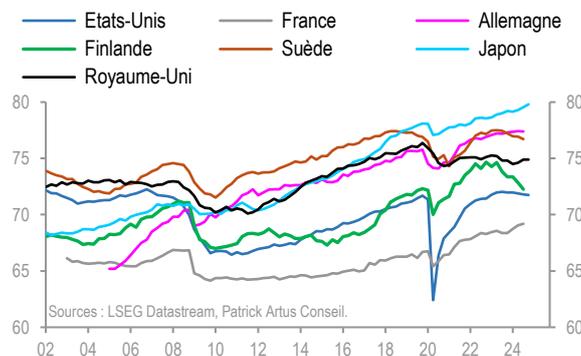
2- Système public de santé : l'exemple des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, 8% des Américains n'ont pas d'assurance maladie (publique ou privée), et surtout 23% des adultes pauvres (de revenu inférieur au seuil de pauvreté) n'ont pas d'assurance maladie (source : Census Bureau).

Il en résulte une proportion d'Américains inaptes au travail élevée, estimée à 13,4% de la population par le Census Bureau, à 26% de la population par le CDC (Center for Disease Control). Les Américains inaptes au travail ont des revenus plus faibles que la moyenne (28 400 dollars par an contre 40 900 dollars, d'après le Census Bureau, en 2021).

On voit donc que **l'incapacité où se trouvent beaucoup d'Américains pauvres à avoir une couverture maladie influence négativement leur état de santé, et contribue à faire baisser le taux d'emploi (Graphique 3)**.

Graphique 3
Taux d'emploi des 15-64 ans (en %)



Synthèse : les entreprises ne peuvent pas remplacer complètement les Etats

Nous avons vu que **les entreprises ne peuvent pas se substituer aux Etats en ce qui concerne** :

- la définition d'une stratégie économique impliquant plusieurs secteurs d'activité ;
- le financement et l'organisation de la recherche fondamentale ;
- l'organisation de systèmes d'éducation et de santé efficaces.

La disparition de l'Etat que veulent obtenir les libertariens aurait des conséquences très négatives sur la coordination des politiques industrielles, sur la capacité à réaliser des innovations de rupture, sur le niveau d'éducation et sur l'état de santé de la population.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.